



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 30/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VRIGNEAU REGIS**

La Foye  
LA RONDE  
79380 La Forêt-Sur-Sèvre

Références : 2026 01314  
Code AIOT : 0057900370

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement VRIGNEAU REGIS implanté La Foye LA RONDE 79380 La Forêt-sur-Sèvre. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VRIGNEAU REGIS
- La Foye LA RONDE 79380 La Forêt-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0057900370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Établissement d'élevage avicole comportant 4 bâtiments de volailles de chair sous le régime de l'autorisation (arrêté préfectoral n° 1064 du 31 décembre 1984 et arrêté préfectoral complémentaire n° 2887 du 22 septembre 1997.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA
- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ouvrages Eau Agri Agro	Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
21	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
23	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
24	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
25	Rejet d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet
4	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
5	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
6	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
8	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
11	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
15	Travaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2	/	Sans objet
16	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	/	Sans objet
18	Isolement des réseaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	/	Sans objet
19	MTD 1 : Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Susceptible de suites	Sans objet
20	MTD 2 : Bonne organisation interne	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Susceptible de suites	Sans objet
22	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de la récurrence de certaines anomalies, un projet de mise en demeure va être proposé à monsieur le préfet.

Les autres anomalies devront être corrigées dans les délais impartis et concernent la prévention du risque accidentel et la régularisation de la déclaration de l'ouvrage de prélèvement de l'eau.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Déclaration du forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants : (...) 4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que « l'indication, selon le cas, de la ou des rubriques des nomenclatures ou bien du ou des items de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains dont le projet relève ». Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées ; Elle inclut également, le cas échéant, les mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; (...)
<b>Constats :</b>  Utilisation de l'eau d'un forage. Ce forage serait daté de l'année 1992 selon les dires de l'exploitant. Eau utilisée dans le cadre de l'abreuvement et des opérations de nettoyage et de désinfection du site. La demande d'autorisation initiale ( arrêté préfectoral du 31 décembre 1984) est confuse, elle ne fait pas état d'un forage. Un courrier transmis par le précédent exploitant le 26 mars 1984 fait état de l'utilisation d'un puits, la localisation de ce puits ainsi que ces caractéristiques techniques ne figurent pas dans le dossier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Réaliser la régularisation de la déclaration du forage en complétant le formulaire annexé au bordereau de transmission du rapport d'inspection. Mettre à jour le dossier concernant le puits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b>  Présence d'un compteur d'eau par bâtiment; Présence d'un dispositif de disconnexion sur l'arrivée d'eau issue du forage. Présence d'un relevé mensuel des consommations ainsi que de la totalisation annuelle (prélèvement inférieur à 100 m <sup>3</sup> par jour).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Prélèvement maximum journalier non déterminé dans le dossier et dans l'arrêté préfectoral. Consommation annuelle de 2393 m <sup>3</sup> qui peut fluctuer en fonction du nombre de lots par an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Indiquer lors de la régularisation de la déclaration du forage la quantité d'eau consommée annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.(...)
<b>Constats :</b>  Présence d'une margelle bétonnée d'environ 1 mètre de hauteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...)La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. (...)
<b>Constats :</b>  Tête de forage élevait au moins à 0.5 m au-dessus du terrain naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique. Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration. Lorsque un ou plusieurs des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains réalisés sont conservés pour effectuer un prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine, soumis à autorisation au titre des articles R. 1321-6 à R. 1321-10 du code de la santé publique, les prescriptions ci-dessus peuvent être modifiées ou complétées par des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables. (...)
<b>Constats :</b>  Présence d'un capot de fermeture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Entretien de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [OPTION] Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour

effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages ...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du CDH, prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence

**Constats :**

Surveillance régulière effectuée selon les dires de l'exploitant.

Présence d'une fuite au niveau de la pompe du forage. l'exploitant déclare avoir fait déjà intervenir un réparateur et le rappeler très rapidement pour une nouvelle réparation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre une photographie ou une facture de la réparation de la fuite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Ouvrages Eau Agri Agro**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Déclaration GEREP

**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;

**Constats :**

Prélèvement inférieur à 7000 m<sup>3</sup> par an, la déclaration n'est pas à réaliser.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Ouvrages Eau Agri Agro**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Abandon du forage

**Prescription contrôlée :**

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier



et à l'arrêté du 11 septembre 2003
<b>Constats :</b>  Forage antérieur au 12 septembre 2004. Déclaration non réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Régulariser la déclaration du forage en remplissant le formulaire annexé au bordereau de transmission du rapport d'inspection. .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Recensement des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.  II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.
<b>Constats :</b>  Présence d'un plan de localisation des risques recensant les lieux et les quantités maximales de matières combustibles et dangereuses stockées. Pas de bâtiment recouvert de panneaux photovoltaïques.

Présence de bâtiments munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante localisés sur le plan de l'installation. Présence de la signalétique d'interdiction d'apporter du feu excepté sur le local de stockage de l'engrais, de liquide inflammable.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Apposer la signalétique d'interdiction d'apporter du feu sur les locaux de stockage d'engrais et de liquide inflammable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Accès véhicules à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b>  Présence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours Absence de véhicules stationnés. Présence d'une zone de parking identifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;

<p>- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un étang à moins de 200 mètres. La réserve d'eau est présente dans le dossier de modification du 19/04/2018 qui a donné lieu à la prise d'acte n° A6004 du 24 septembre 2018.</p> <p>Présence d'extincteurs portatifs adaptés aux risques à combattre.</p> <p>Présence de l'identification des vannes de barrage et de coupure électrique, leurs localisations sont reportées sur le plan de localisation des risques</p> <p>Présence de l'affichage de numéros d'appel d'urgence et dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Installations électriques et réseau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'un salarié.</p> <p>Présence de l'attestation de vérification des installations électriques suite à la dernière vérification réalisée en datée de 2024. Cette attestation indique que</p>

les installations électriques présentent un risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant déclare avoir réalisé les travaux nécessaires sans justifier de la réalisation.  
Cette vérification n'a pas été réalisée en 2025.  
Le rendez-vous est pris le 19/03/2026 pour la réalisation de cette vérification.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Réaliser tous les ans la vérification des installations électriques.  
Transmettre le rapport de vérification suite au rendez-vous du 19/03/2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 14 : Consignes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Consignes.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les consignes précisent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

**Constats :**

Présence d'un document unique d'évaluation des risques professionnels.

Présence des signalétiques d'interdiction de fumer excepté au niveau du local de stockage du fuel et de l'engrais.

Présence de la procédure d'alerte.

Présence des fiches de données de sécurité des produits utilisés.

Présence de la fiche BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles).

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Poursuivre l'identification des zones à risques par l'apposition de l'interdiction d'apporter du feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 15 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Travaux. Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants : - une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ; - la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ; - les moyens et consignes d'alerte. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.
<b>Constats :</b>  Présence d'un permis de feu à disposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Accès aux installations. L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
<b>Constats :</b>  Présence de signalétiques d'interdiction d'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 17 : Stockage et rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence de dispositifs de rétention sur les produits dangereux stockés.</p> <p>Présence d'une cuve de stockage de liquide inflammable non muni d'un dispositif de rétention.</p> <p>L'exploitant a acheté une nouvelle cuve équipée d'une double paroi qui sera bientôt posée.</p> <p>Pas de stockage en récipients mobiles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre une photographie de l'installation de la nouvelle cuve.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 18 : Isolement des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux.

Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022.

Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.

<b>Constats :</b>
-------------------

Volailles élevées en claustration sur litière accumulée.  
Pas d'équipement de stockage ou de traitement.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 19 : MTD 1 : Système de management environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
---

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation
---

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>
--

- lors de la visite d'inspection du 13/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

1-Engagement de la direction

2-Politique environnemental définie par la direction

3-Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement

4-Mise en œuvre de procédures :

a - organisation et responsabilité

b - formation, sensibilisation et compétence

c - communication

d - participation du personnel

e - documentation

f-contrôle efficace des procédés

g - programmes de maintenance

h - préparation et réaction aux situations d'urgence

i-respect de la législation sur l'environnement

5-Contrôle des performances et prise de mesures correctives :

a- surveillance et mesurage

b - mesures correctives et préventives c- tenue de registres d - audit interne ou externe indépendante si modalités du SME respectées 6-Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction 7-Suivi de la mise au point de technologies plus propres 8-Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif de l'installation (de la conception et pendant toute la durée de vie) 9-Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur
<b>Constats :</b>  Transmission d'un système de Management environnemental revu et adapté au fonctionnement du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : MTD 2 : Bonne organisation interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  a-Localisation appropriée de l'exploitation et bonne répartition spatiale des activités *: <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduction des transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage)</li> <li>- maintien d'une distance adéquate par rapport aux zones sensibles</li> <li>- prise en compte des conditions climatiques existantes</li> <li>- prise en compte de la capacité d'extension ultérieure de l'installation</li> <li>- évitement de la contamination de l'eau</li> </ul> b-Éducation et formation du personnel : <ul style="list-style-type: none"> <li>- réglementation applicable sur les aspects élevage, santé et bien être animal, gestion des effluents, sécurité des travailleurs</li> <li>- transport et épandage des effluents</li> <li>- planification des activités</li> <li>- planification d'urgence et gestion</li> <li>- réparation et entretien des équipements</li> </ul> c-Élaboration d'un plan d'urgence (émissions et incidents imprévus tels que la pollution des masses d'eau) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan de l'installation comportant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents</li> <li>- plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels (incendie, fuite ou effondrement des fosses à lisier, ruissellement d'effluent non maîtrisé...)</li> <li>- disponibilité des équipements pour faire face à un incident de pollution</li> </ul> d-Contrôle, réparation et entretien régulier des structures et des équipements : <ul style="list-style-type: none"> <li>- fosses à lisier</li> <li>- pompes à lisier, mélangeurs, séparateurs, dispositifs d'irrigation</li> <li>- systèmes de distribution d'eau et d'aliments</li> <li>- systèmes de ventilation et sonde de température</li> <li>- silos et matériel de transport (vannes, tubes)</li> <li>- systèmes de traitement d'air</li> <li>- propreté de l'installation de l'élevage</li> <li>- lutte contre les nuisibles</li> </ul> e-Entreposage des cadavres d'animaux de manière à prévenir ou réduire les émissions -



<b>Constats :</b>
Présence des documents constitutifs de la bonne organisation interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 21 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Propreté de l'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Présence de déchets (plastique, ferraille, bois...) et de matériel inutilisé à différents endroits du site et aux abords des bâtiments. Présence de certains abords de bâtiments non entretenus (lièrres, végétation).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nettoyer les abords des bâtiments et le site afin d'assurer un maintien en bon état de propreté de l'installation. Évacuer les déchets dans des filières autorisées. Transmettre les justificatifs des actions entreprises (photographies et bons de prise en charge des déchets).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 22 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
<b>Constats :</b>  Présence du plan de localisation des risques localisant la cuve à fuel et les extincteurs.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 23 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte eaux usées
---

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>
--

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul> |
|--|

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Présence de dispositifs de récupération des eaux des lavabos des sas (bidons et seaux en plastiques). Ces eaux sont ensuite versées sur la litière.
---

Non conforme :
----------------

Rejet direct dans le milieu naturel : les eaux usées de nettoyage des sas (sols, parois...) sont rejetées directement vers le milieu naturel soit par une bonde d'évacuation soit par une ouverture pratiquée dans un bas de mur.
---

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

Mettre en place les mesures nécessaires afin de garantir l'absence de rejet dans le milieu naturel des eaux usées générées lors du nettoyage et de la désinfection des sas.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
---

<b>Proposition de délais :</b> 6 mois
---------------------------------------

**N° 24 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
---

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>
--

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul> |
|--|

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;- trier, recycler, valoriser ses déchets ;- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Absence d'élimination des nombreux déchets (ferrailles, plastiques, gravats...) entreposés à différents endroits du site et non triés.
--

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Assurer une gestion continue des déchets sur le site en : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Limitant la quantité de déchets sur l'exploitation,</li> <li>• Réalisant des zones de tri du matériel inutilisé en attente d'utilisation ou de valorisation.</li> <li>• Éliminant les déchets et le matériel hors d'usage régulièrement dans des filières autorisées.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 25 : Rejet d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <p>Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.</p> (...)
<b>Constats :</b>  Présence de traces d'écoulement de jus brunâtre et malodorant aux abords du bâtiment 1. Ce jus proviendrait d'un défaut d'étanchéité d'un silo de stockage de fourrage utilisé pour l'exploitation bovine.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Installer un dispositif pour absorber le jus d'écoulement et Réaliser les travaux de réparation au moment ou le silo sera vide, à l'été 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois